

Le Matin Dimanche  
1001 Lausanne  
021/ 349 49 49  
www.lematin.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 123'806  
Erscheinungsweise: wöchentlich

Themen-Nr.: 999.201  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 3  
Fläche: 125'537 mm<sup>2</sup>

# Combien gagne un médecin en Suisse? Personne ne peut réellement le dire!

**Scandale** Les primes maladie continuent d'exploser. Il s'agit de prendre des décisions cruciales pour baisser les coûts de la santé, mais une donnée fondamentale manque: le revenu des praticiens.



D'après SantéSuisse, qui contrôle le volume de soins par médecin, un millier de professionnels dépassent de plus de 30% les moyennes cantonales. Westend61/Getty Images

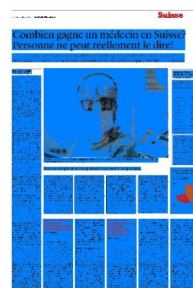
**Fabian Muhieddine**  
**et Frédéric Vormus**

Quel est le salaire d'un médecin? Ses revenus pèsent-ils dans l'explosion des coûts de la santé? Dans quelle proportion? Autant de questions auxquelles personne ne peut répondre. «Ce n'est pas normal que ces informations

n'existent pas, constate Pierre-Yves Maillard, le ministre vaudois de la Santé. Comment peut-on intervenir de manière ciblée?» Son collègue genevois Mauro Poggia assène: «On nous demande de piloter un avion avec un bandeau

sur les yeux.» En effet, il n'existe aucune étude fiable sur le revenu des médecins. Tous les acteurs du milieu renvoient à des chiffres de... 2009 (voir infographie).

SantéSuisse, la faïtière des assurances, essaie, selon nos infor-



Le Matin Dimanche  
1001 Lausanne  
021/ 349 49 49  
www.lematin.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 123'806  
Erscheinungsweise: wöchentlich

Themen-Nr.: 999.201  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 3  
Fläche: 125'537 mm<sup>2</sup>

mations, de faire de nouvelles projections. Mais ces estimations seront probablement à prendre avec des pincettes. Plus ambitieux, l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) essaie de reprendre et d'améliorer l'étude de 2009. Mais de l'aveu de Kilian Künzi, en charge de ce projet au bureau d'études Bas, il n'y aura aucune nouvelle donnée «avant 2018».

Et cette situation agace. Les salaires représentent en effet une part importante des coûts de la santé. «Sur les quelque 30 milliards qui sont payés par la LAMal et donc par les assurés, les 80% représentent des salaires», rappelle Jean-François Steiert, vice-président de la Fédération suisse des patients, qui rappelle, dans la foulée, que les médecins touchent 90% de leur salaire de l'assurance de base. «Une profession libérale qui vit sur le dos d'une assurance obligatoire et dont on ne sait rien», ironise Mauro Poggia.

#### Facturer sans patient

Les salaires, on l'aura compris, c'est la bataille politique qui s'ouvre. D'un côté, il faut une nouvelle grille tarifaire Tarmed. De l'autre, une diminution des coûts de la santé en transférant le plus grand nombre possible de patients du stationnaire (avec séjour à l'hôpital) vers l'ambulatoire. Et au milieu de ces grandes manœuvres, les primes et le coût de la santé ne cessent de s'envoler.

La faute aux spécialistes? Plusieurs acteurs de la santé dénoncent des dérives qui prouvent que les médecins ont très bien compris comment profiter du système. «Alain Berset a essayé de faire gagner un peu plus d'argent aux généralistes et un peu moins aux spécialistes», raconte Jean-François Steiert. Résultat: la situation des généralistes s'est un peu améliorée et les spécialistes,

ont maintenu leurs salaires en multipliant les soins.» Santé-Suisse partage l'analyse. Il faudrait rectifier la grille des prestations: les ophtalmologues et les radiologues sont trop bien rémunérés; les généralistes pas assez. Le porte-parole Christophe Kaempf cite un exemple précis: «Il y a un point Tarmed qui permet de facturer les prestations en l'absence du patient. Et c'est difficile à contrôler. Or, en cinq ans, le montant remboursé aux méde-

### «Certains médecins crient misère lorsqu'ils ne gagnent pas un million par an»

Mauro Poggia,  
ministre genevois de la Santé

cins pour ce point est passé de 200 à 400 millions de francs!»

SantéSuisse, qui contrôle statistiquement le volume de soins par médecin, a trouvé qu'un millier de professionnels (sur les 17 000 installés) dépassaient de plus de 30% les moyennes cantonales. Un médecin a réussi, en deux ans, à se créer une clientèle de 1600 patients pour un salaire annuel de plus d'un million. L'année dernière, la faïtière a envoyé près de 30 médecins devant les tribunaux pour leur faire rembourser ces surfacturations.

Dans les cantons, aussi bien Pierre-Yves Maillard que Mauro Poggia dénoncent la fin de la clause du besoin qui a permis à de

nouveaux médecins de s'installer. Mauro Poggia rappelle que la médecine n'est pas une science exacte: «Le problème, c'est que le système ne rémunère pas les actes auxquels les médecins renoncent. Et que certains d'entre eux crient misère lorsqu'ils ne ga-

gnent pas un million. Qui surveille si un médecin pousse à la consommation?»

#### Marges de plus de 50%

Résultats de ces dérives? «Entre 2005 et 2015, le coût annuel par assuré LAMal des généralistes a augmenté de 29%, mais celui des spécialistes s'est envolé de 59%. Et le prix d'une consultation a grimpé de 21% pour les généralistes, mais de 34% pour les spécialistes», constate Oliver Peters, vice-directeur de l'OFSP. Ce spécialiste parle «d'un incitatif économique dans le système qui pousse certains gestes, notamment techniques. L'utilisation des IRM illustre bien mon propos. Il y a plus de 50% de marge sur ce type d'exa-

### «Le prix d'une consultation a grimpé de 21% pour les généralistes, mais de 34% pour les spécialistes»

Oliver Peters,  
vice-directeur de l'OFSP

mens. Une étude de l'OFS montre qu'il y a beaucoup d'exams là où il y a beaucoup de machines. Et que là où il y a peu de machines, elles ne sont pas saturées. Le nombre d'exams varie du simple au triple en fonction du nombre de scanners installés par canton. Pensez-vous que les habitants des cantons où il y a moins d'IRM se portent moins bien? Certains équipements sont installés avec un objectif économique.»

Mauro Poggia dénonce le même «effet pervers» de Tarmed. Il précise qu'à Genève, l'augmentation de 2,2% des coûts de la santé en 2015 est due à l'ambulatoire et donc aux cabinets. Pierre-Yves Maillard abonde:



Le Matin Dimanche  
1001 Lausanne  
021/ 349 49 49  
www.lematin.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 123'806  
Erscheinungsweise: wöchentlich

Themen-Nr.: 999.201  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 3  
Fläche: 125'537 mm<sup>2</sup>

«Les patients ne consultent pas davantage! Parfois, ils consultent même moins... C'est le coût de la consultation qui augmente, surtout chez les spécialistes.»

Forts de ces constats, les élus veulent désormais limiter la marge de manœuvre des médecins. Alain Berset a présenté, il y a deux semaines, ses recettes pour faire baisser les coûts de la santé. Et il n'y avait qu'une seule nouvelle idée: plafonner les prestations pour éviter les examens ou les actes inutiles. Pierre-Yves Maillard s'engouffre dans la brèche et propose aussi de limiter les budgets: des enveloppes fondées sur la pratique réelle et objectivée

seraient allouées à l'avance aux médecins, comme pour les hôpitaux. Mauro Poggia, lui, parle de forfait, notamment par pathologie. Et de rappeler qu'en France une consultation coûte 27 euros! Jean-François Steiert veut plafonner les salaires. Il ose une fourchette, très large: «Plus de 500 000 francs de salaire sur l'assurance obligatoire, c'est indécent... Mais 100 000 pour un généraliste qui décide de s'installer en campagne, ce n'est pas assez.» Pierre-Yves Maillard aimerait justement limiter à 550 000 francs le salaire dans les hôpitaux vaudois.

Du côté des médecins, la FMH rappelle que, selon les chiffres de

2009, le revenu moyen des praticiens indépendants se monte à 190 400 francs. Les salaires d'un million? «Une exception.» Antoine Hubert, fondateur de Swiss Medical Network, le second groupe de cliniques privées de Suisse, défend les médecins sans retenue: «Les spécialistes qui gagnent entre 500 000 et 1 million, voire parfois plus, le font en grande majorité avec des assurés privés et avec de riches étrangers. Ces revenus n'ont aucune influence sur l'assurance de base.» Pour lui, les salaires actuels des médecins sont mérités. Le bras de fer ne fait que commencer. ●

## Face aux reproches, un spécialiste défend sa corporation

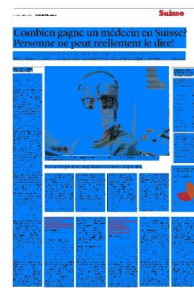
► «Comme la plupart de mes confrères spécialistes, je me suis installé entre 35 et 40 ans, après 15 à 20 ans de formation pendant lesquelles notre revenu stagne.» Le docteur A., un spécialiste qui exerce en Suisse romande, défend sa corporation qu'il estime injustement décriée par les politiciens et les médias. Mais il préfère rester anonyme car le sujet est éminemment délicat.

«De nombreuses spécialités nécessitent des coûts d'investissement pour les locaux et le matériel qui se comptent en centaines de milliers de francs et nos instruments devront être changés dans quelques années. Il faut y ajouter des charges en personnel élevées et de nombreuses as-

surances à contracter qui sont proportionnelles au risque. Cet ensemble de charges explique les coûts, plus élevés, de certains examens.» Autant d'éléments qui font passer les spécialistes pour des nantis de la médecine – alors que les prestations sont surveillées et les tarifs des patients LAMal fixés par l'Etat, rappelle-t-il. «La majorité des coûts de la santé est due au secteur hospitalier et non à l'ambulatorio qui devrait donc être encouragé. Des politiciens souhaitent réduire de manière drastique les rémunérations des médecins spécialistes pour des gestes techniques à la charge de la LAMal. Ils arguent d'une évolution technologique qui les rend

plus sûrs et parfois plus rapides, mais ils oublient que la formation pour les maîtriser ne fait que se prolonger.»

Il prédit un système à deux vitesses tel qu'il existe aujourd'hui en Grande-Bretagne si les politiciens poursuivent sur cette voie: «Certains gestes ne seraient plus suffisamment rétribués par rapport à leur niveau de difficulté et de risque. Les médecins spécialisés choisiraient dès lors de ne plus les faire sans assurance complémentaire. Les assurés de base devront attendre dans des hôpitaux publics engorgés. La plupart de ces interventions se réaliseront tardivement avec hospitalisation, ce qui augmentera encore la facture du contribuable.» **F. V.**



Le Matin Dimanche  
1001 Lausanne  
021/ 349 49 49  
www.lematin.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 123'806  
Erscheinungsweise: wöchentlich

Themen-Nr.: 999.201  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 3  
Fläche: 125'537 mm<sup>2</sup>

### Les spécialités médicales les plus rémunératrices

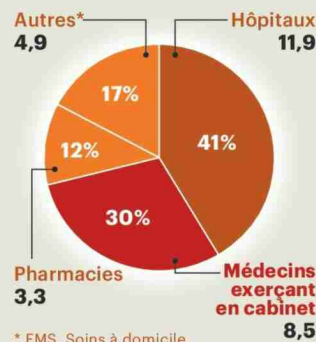
Ces chiffres correspondent aux revenus des 25% de médecins qui gagnent le plus dans chaque spécialité

SPÉCIALITÉS	SALAIRE ANNUEL EN FRANCS
Neurochirurgie	588 475
Autres spécialités chirurgicales	579 850
Gastroentérologie	565 175
Angiologie	545 525
Ophthalmologie	518 575
Radiologie	511 250
Oncologie	480 250
Cardiologie	476 600
Médecine intensive	468 550
Chirurgie de la main	467 025
Médecine générale	279 425

Depuis les années 1970, la FMH publie les revenus des médecins indépendants. Les chiffres proviennent des prestations facturées à la caisse AVS Medisuisse. Cela représente environ 61% du corps médical suisse. Pourtant en 2012, l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) en interdit l'exploitation car ces données «induisent une image biaisée de la situation». En clair, les médecins gagnent sensiblement plus que cette étude veut bien le prétendre. C'est pourtant jusqu'à aujourd'hui l'unique source disponible sur le sujet.

### Catégories de coûts dans l'assurance de base

En 2014, en milliards de francs.  
**TOTAL: 28,7 milliards**



\* EMS, Soins à domicile, laboratoires, etc.

SOURCE: SANTÉ SUISSE